

CONSULTATIONS AUTOUR DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Lettre de Ali Haroun à Ouyahia

(2^e partie et fin)

Article 3 et 3 bis. - Tamazight

Avant de discourir sur la place de «tamazight» dans notre Constitution, il ne serait pas inutile de rappeler que depuis des temps immémoriaux, des hommes ont peuplé le territoire de notre pays. Ce sont les Imazighen dont l'Histoire a retenu le nom et dont nous sommes les descendants. Aussi appartient-il à l'Algérie d'aujourd'hui de se réconcilier avec son histoire multimillénaire. Que la souche paléoberbère initiale ait été enrichie, que la civilisation ait progressé par des efforts suivis et des enrichissements successifs, que l'Islam ait pénétré le cœur de nos populations avec le véhicule de la langue arabe..., tous ces facteurs constituent l'unité multiface du peuple algérien. Et c'est cette insécable unité que la loi fondamentale doit préserver comme gage de notre personnalité éternelle. Il appartient à la Constitution de l'assurer non seulement comme affirmation de principe dans son préambule, mais encore dans ses articles, en veillant à son application dans les faits. C'est pourquoi l'amazighité constituant l'un des trois fondements de notre personnalité, tamazight doit trouver auprès de l'arabe, le statut qui lui convient de langue nationale et officielle.

Article 5. - L'emblème national et l'hymne national

Il n'est pas exact de déclarer l'emblème national «une conquête de la Révolution». Notre drapeau vert et blanc frappé du croissant et de l'étoile rouges, était fièrement porté bien avant 1954 face à la police coloniale. C'est parce qu'il arborait précisément cet emblème qu'un jeune scout fut assassiné le 8 mai 1945 à Sétif.

Au surplus, il est toujours risqué, pour ne pas dire présomptueux, de prétendre qu'un fait de l'homme - et le texte de la Constitution en est un - est «immuable». La loi fondamentale est trop solennelle pour affirmer comme certain, ce qui ne l'est pas, comme l'a fait la Constitution du 19 novembre 1976 déclarant l'option socialiste «irréversible» alors que la suivante, celle de novembre 1989 allait renoncer à cette option.

Quant à donner à «l'intégralité des couplets de *Qassaman*» valeur constitutionnelle et les qualifier également d'immuables, c'est aussi formuler une affirmation hasardeuse pour notre avenir plus ou moins lointain. Il suffirait de proclamer que «l'emblème national et l'hymne national sont les deux symboles de la République» pour ne pas se voir contredire par la nécessaire évolution des idées politiques du peuple algérien.

Article 45. - La présomption d'innocence

A suivre la pratique de nos tribunaux, le justiciable algérien serait plutôt soumis à la présomption de culpabilité, tellement les mandats de dépôt sont délivrés avec facilité et les prisons surpeuplées.

C'est pourquoi la chancellerie devrait veiller particulièrement au respect de cette disposition constitutionnelle. De plus, l'établissement de la culpabilité par une juridiction régulière doit impérativement résulter d'un «procès équitable».

Article 64. - L'égalité des citoyens devant l'impôt

L'article 64, relatif à l'impôt, comporte un dernier paragraphe, «toute action visant à contourner l'égalité des citoyens devant l'impôt constitue une atteinte aux intérêts de la communauté nationale. Elle est réprimée par la loi».

En droit, l'évasion fiscale est déjà régie par un important dispositif législatif et réglementaire : le redressement fiscal, l'inscription sur la liste des fraudeurs et les sanctions pénales. Les nouvelles dispositions visent-elles à instituer une nouvelle approche ? Dans ce cas, ce texte ne manquera pas d'entraîner de graves dérives. L'on sait que l'imposition et le contrôle du recouvrement de l'impôt sont effectués par de simples agents du fisc, non responsables juridiquement et qui ne sont pas officiers de police judiciaire. Encouragés par des primes de recouvrement, ils seraient enclins à faire de l'excès aux dépens du contribuable. D'ailleurs, les résultats de leur contrôle sont souvent remis en cause par les vérifications ultérieures. Si l'on se base sur ces contrôles, un grand nombre de contribuables en seraient victimes. Cela ne manquera pas d'entraîner des dérives et de graves conséquences sur la liberté des gens, leur patrimoine, et partant, sur l'économie du pays.

Aujourd'hui, la «capacité contributive» des grands magnats du commerce informel dépasse largement celle des contribuables dont l'impôt est retenu à la source. Du fait qu'ils sont «informels», ils échappent à l'impôt. Quant aux personnes assujetties, celles qui font leur déclaration, sont seules objet de contrôle et de redressement, les

autres sont ignorées par le fisc. En définitive, le contribuable honnête est pénalisé tandis que celui qui viole ses obligations est, en fait, absout par l'administration fiscale. C'est pourquoi la méconnaissance des dispositions de l'article 64 devrait être pénalement sanctionnée par la Constitution dans ce même article.

Article 74 et préambule - La constitutionnalisation de l'alternance démocratique

Comme nous l'avons écrit le 14 juin 2011 et rappelé ci-dessus, «la Constitution de 1996 a eu le mérite remarquable de mettre un terme au pouvoir à vie du président de la République et d'instaurer l'alternance en limitant à deux, le nombre de mandats présidentiels».

Nous avons noté que le principe de l'alternance proclamé lors des discussions de 1993 préparatoires à la «Conférence nationale de consensus» avait été scrupuleusement respecté par le Haut Comité d'Etat à la fin de son mandat. Ce fut la première application du principe depuis notre indépendance. Le Président Zeroual ne s'est pas maintenu au pouvoir au-delà de la limite constitutionnelle. C'est d'ailleurs dans la sérénité qu'il a transmis la charge au Président Bouteflika. Aussi, la modification de l'article 74 par l'amendement du 12 novembre 2008 constitue une régression très préjudiciable à l'évolution démocratique de l'Algérie. A cette date, les deux Chambres réunies en Parlement sont invitées à voter certains amendements, dont l'essentiel était l'abrogation de l'article 74 de la Constitution, les autres ne constituant que l'habillage accessoire pour faire passer le principal, c'est-à-dire la présidence à vie du chef de l'Etat alors en exercice. L'amendement fut voté à main levée et sans discussion par l'ensemble des parlementaires. Ce ralliement sans gloire, et sans un seul refus symbolique pour témoigner du désir de préserver la démocratie, aura été ressenti par beaucoup d'Algériens, comme une atteinte profonde à leur dignité d'hommes, de patriotes, et de citoyens. L'Histoire n'y verra qu'un viol de la Constitution. Avec le nouvel amendement et le retour à la limite des deux mandats, ceux-là mêmes qui étaient les promoteurs du mandat permanent, renient aujourd'hui ce à quoi, hier, ils avaient applaudi. Dès lors, quelle crédibilité accorder aux nouveaux amendements ? L'on comprendra pourquoi beaucoup de personnalités nationales hésitent à participer aux discussions dont on sait que l'autorité qui les inspire et anime, est susceptible, en si peu de temps, de passer d'une option à son contraire.

Quoi qu'il en soit, la limitation à un maximum de deux mandats de la charge présidentielle est souhaitable. Elle s'inscrit dans la règle du libre choix du peuple qui s'exprime à intervalles aussi courts que possible - quatre ou cinq ans - de la manière la plus transparente, par un vote au suffrage universel et direct. Cependant, vu la façon, devenue pratique cinquantenaire, de manipuler les élections, il est certain que l'administration, nécessairement aux ordres de son chef hiérarchique, agira en sa faveur, c'est-à-dire en faveur du Président-candidat. Au cours de la campagne électorale, la lutte entre les candidats serait inégale, le Président-en-exercice-candidat disposerait alors de tous les attributs de l'administration qui lui doit obéissance. Aussi les deux mandats ne sauraient s'exécuter successivement. L'on ne peut être à la fois président en exercice et candidat ni exercer son mandat deux fois de suite, tant que nos mœurs électorales ne seront pas épurées.

Article 81 bis. - La délégation de pouvoir

Ce nouvel article permettrait au Président de déléguer une partie de ses pouvoirs au Premier ministre. Sans autre précision, cette délégation porterait atteinte au libre choix de l'électeur qui verrait une personne non élue exercer des attributions présidentielles. En droit civil, le mandataire ne peut déléguer son mandat. En droit constitutionnel, ce serait un viol de la volonté nationale.

Article 138. - Le pouvoir judiciaire

«Le pouvoir judiciaire est indépendant», proclame cette disposition constitutionnelle qui couvre, en réalité, une flagrante contre-vérité. Malgré l'affirmation fallacieuse de l'indépendance de la justice, les pouvoirs successifs se sont constamment immiscés dans les affaires judiciaires, pour souvent, dicter leurs volontés et orienter la décision des juges. Il serait superflu de citer les nombreux procès illustrant cette intrusion, ou les immixtions du pouvoir pour orienter l'instruction selon ses désirs ou ses intérêts, afin d'aggraver ou de réduire les griefs soulevés contre le prévenu.

Mais le défaut d'indépendance judiciaire est-il une fatalité ? De nombreux pays, estimant que juger est une mission régalienne, ont placé la justice sous la coupe de l'Etat. Cependant, l'Algérie, à l'instar d'autres pays, a opté pour la séparation des pouvoirs dans sa Constitution. Dans la réalité, celle-ci n'existe pas organiquement. Au contraire, la justice est dépendante et soumise au pouvoir exécutif par de nombreux liens.

Peut-on espérer pouvoir les rompre ?

Considérée pendant de nombreuses années comme autorité judiciaire, la justice est devenue par l'effet de la Constitution de 1989, un pouvoir judiciaire. Mais ce nouveau statut n'a pas eu les effets attendus. La justice a continué à être gérée par le pouvoir exécutif, lequel l'a finalement instrumentalisée puis domestiquée à son profit pour des raisons politiques, notamment pour éliminer des opposants. Les effets de cette domestication ont été dévastateurs :

- la peur a conduit à des décisions iniques et injustes, c'est l'effet du «bâton».

- la carotte a conduit les opportunistes à l'aléageance, tué l'intégrité du corps et introduit le virus de la corruption personnelle, liée à l'impunité pour services rendus.

Dans ce cadre, la politique a fait fuir la justice. L'instrumentalisation a poussé de nombreux magistrats à faire des «offres de service», dans le but de plaire pour s'assurer une bonne carrière. Il est donc temps de construire pour les générations futures une société démocratique fondée véritablement sur la séparation des pouvoirs. Comment ? Dans le cadre du respect de la légitimité du pouvoir, y compris celui de la justice, il serait pertinent que ce secteur soit, lui aussi, dirigé par un organe élu, indépendant des deux autres pouvoirs. Ces élections peuvent être directes ou indirectes et leur déroulement précisé par la loi.

Article 148. - La protection du magistrat

Cet article consacre la protection en ces termes : «Le magistrat est protégé contre toute forme de pression, intervention ou manœuvre de nature à nuire à l'accomplissement de sa mission ou au respect de son libre-arbitre.»

Outre sa généralité, la disposition ne protège pas le magistrat contre les plaintes abusives qui peuvent être intentées contre lui, et ne précise pas réellement que la protection sera mise en œuvre par la loi. Quant à la loi organique relative au statut de la magistrature, elle a bien évoqué en son article 29 que «l'Etat est tenu de protéger le magistrat contre les menaces, outrages, injures ...» mais n'a prévu aucun mécanisme pour y parvenir, encore moins lorsque les pressions proviennent de l'Etat lui-même.

Contre toute attente, le Conseil constitutionnel, si pointilleux sur cette question, n'a relevé aucune observation à ce sujet. Lorsque le magistrat fait l'objet d'une instrumentalisation par les services de l'Etat, il ne dispose d'aucune protection et met en péril sa carrière s'il refuse l'instruction «d'en haut». Cette précarité ne doit pas perdurer et la protection devrait être consacrée dans le texte de la loi fondamentale.

Articles divers

La dénomination «Assemblée populaire nationale» mérite également reconsidération après examen critique. Si l'Algérie est réellement une République, «res publica» ou «chose publique» appartenant à tous, le terme «populaire» serait superfétatoire d'autant plus que l'Histoire immédiate nous enseigne que les «démocraties populaires» ont été celles où seule une nomenklatura décidait du sort du peuple. Quant au Conseil de la nation que le langage quotidien désigne «Sénat», il serait utile qu'il reprenne un nom qui corresponde réellement à sa fonction. Mais le bicamérisme est-il encore nécessaire ni même utile dans l'Algérie actuelle, où cette institution ne dispose d'aucun pouvoir réel, sert le plus souvent à rétribuer, courtisans et autres prosélytes, par un siège du tiers présidentiel ? Ce qui, au surplus est anti-démocratique puisque ce sénateur membre de la «Chambre Haute» du Parlement n'est pas l'élu du peuple.

Les articles 152, 153 et 154 caractérisent comme il convient la «Cour suprême». Ils devraient recevoir pleine application par la suppression des termes inadéquats de «tribunal suprême», un tribunal ne pouvant constituer un degré supérieur à la «Cour».



Ali Haroun (*)

Les articles 163 à 169, relatifs au Conseil constitutionnel, ne sont d'aucun effet concret, si ce Conseil est réellement indépendant et les 12 amendements proposés dans ce cadre ne constitueraient alors que de la «poudre aux yeux» pour faire accroire à la réalité d'une révision constitutionnelle.

L'article 176 permettant la modification de la Constitution par le Parlement qui se dispense de prendre par voie de referendum l'avis du peuple souverain, serait particulièrement dangereux si ce Parlement n'est pas totalement indépendant du pouvoir, comme cela a été souvent le cas.

En conclusion

Il est indiscutable que le consensus national, forgé par le FLN authentique au cours de la guerre d'indépendance, a été brisé en juin 1962. Il est certain par ailleurs que ce consensus, de la majorité des électeurs quant au choix des dirigeants, n'a jamais été instauré, du fait de la violation permanente et continue de tous les scrutins depuis l'indépendance. Comme il n'est pas contestable que les pouvoirs successifs se sont imposés par la force ou la falsification des scrutins. Aussi, la réforme primordiale et fondamentale des amendements serait d'assurer la régularité et la sincérité du choix du citoyen-électeur par un texte constitutionnel. La liberté du citoyen, l'indépendance de la justice et la sécurité du justiciable, le respect des droits de l'Homme ne sauront être garantis si la volonté du peuple continue à être méconnue ou bafouée comme elle l'a été jusqu'à nos jours.

Enfin, pour éviter dans cette phase importante de révision constitutionnelle que le pouvoir ne soit contraint de «dialoguer avec lui-même», il serait indispensable de prévoir dans l'immédiat, la création de l'institution ad hoc, comprenant les diverses tendances de l'opinion publique, chargée de la préparation de cette révision. L'institution serait le premier pas en vue de restaurer le consensus national indispensable à notre société future.

Ces observations étant soumises à Monsieur le Président de la République, décideur suprême, j'ignore quel en sera le sort, gardant cependant l'espoir que cette fois-ci, il en sera quelque peu tenu compte.

Au risque de répéter mes propos du 14 juin 2011, il est vital pour la sécurité, la paix, l'unité et la pérennité de notre pays, qu'il soit mis fin à la manière dont il a été géré depuis son accession à l'indépendance. Ainsi seraient consolidés l'Etat républicain, consacrés les droits de l'Homme, assuré le progrès pour promouvoir une réelle démocratie.

A. H.

(*) Docteur en droit
Avocat à la cour
Agréé à la Cour suprême
et au Conseil d'Etat
Membre du Conseil national de la Révolution algérienne (1961-1962)
Député à l'Assemblée nationale constituante (1962-1963)